

# Admirable discours d'Oskar Freysinger à l'occasion de la Fête Nationale Suisse

Chers amis Français. Je découvre à l'instant le discours du 1er août d'Oskar Freysinger. Connaissant votre admiration pour cet homme, je me fais un plaisir de vous le faire partager. Il est magnifique ! Vous pourrez peut-être y piocher des idées pour la France.

Vive la Suisse ! Vive la France ! (Le peuple, pas le gouvernement...)

**Danielle Borer**



*Qu'est-ce qui fait la Sui...sse ? Des frontières ? Un paysage ? Des liens de sang ou ethniques ? Une confession ? Une langue commune ? La Suisse est-elle un coffre-fort ? Une usine à chocolat ? La vache Milka ? Se met-elle à l'heure entre la Swatch et le coucou ? Est-elle une tache sur la pierre d'Unspunnen que des grands gaillards jettent en yodlant dans le jardin européen ?*

*Rassurez-vous, chers auditeurs, la Suisse n'est rien de tout cela. Ce qui fait la Suisse, c'est une certaine manière de*

vivre ensemble. Une certaine compréhension du fonctionnement institutionnel. La volonté de garantir la dignité humaine à tout prix et de la protéger contre toute tentative de prise de contrôle totalitaire.

Mais comment les Suisses sont-ils parvenus, malgré toutes les vicissitudes de l'histoire, à construire un pays, une nation, autour du « vivre ensemble » ? Comment ont-ils fait pour que le principe d'égalité si cher aux défuntés « républiques populaires » de type communiste ne devienne un instrument de contrôle des foules et de déshumanisation ? Comment s'y sont-ils pris pour réussir là où tant d'autres, tout aussi épris de liberté, ont échoué ?

Ce qui caractérise dès les débuts l'idée Suisse, c'est la volonté de construire l'Etat depuis le bas, de le hisser sur les épaules du peuple souverain, socle de tout l'édifice. Le peuple suisse, c'est l'Etat. Il ne s'agit pas d'un conglomérat de citoyens à la française qui n'ont que des droits, mais d'une communauté de citoyens conscients de leurs devoirs. Or, pour que le peuple puisse jouer son rôle de souverain et contribuer activement et quotidiennement à la gestion de l'Etat, il a fallu éviter toute concentration de pouvoir. Et comment a-t-on évité cette concentration de pouvoir ? Tout simplement en construisant un édifice institutionnel plus fort que les hommes qui en occupent les postes dirigeants. Les hommes politiques Suisses passent, les institutions et le souverain demeurent. Corollaire du rôle prépondérant du citoyen-souverain, l'idée de milice a germé, tant au niveau politique que militaire. Le souverain, le peuple, devenait en même temps, et le pilier de la défense nationale, et le dirigeant politique, tout en restant ancré dans la vie quotidienne, près des préoccupations de ses concitoyens. Il est important de rappeler cette réalité avant le vote crucial de septembre prochain où certains, méconnaissant les fondements de notre Etat, demandent l'abrogation de l'actuel système de milice. Or, abroger le système de milice, c'est désengager le citoyen, c'est créer un fossé entre le devoir et le citoyen qui doit l'assumer pour le bien de la nation. La

liberté est à ce prix. Elle est au prix du devoir assumé souverainement.

Mais revenons à la construction du système Suisse. Afin d'éviter toute prise en otage de l'Etat par certains groupes d'intérêt particuliers, le pouvoir fut fractionné : D'abord, tous les partis importants furent peu à peu intégrés dans le gouvernement. Depuis, forcés de cohabiter et de collaborer au sein du Conseil Fédéral, ils se contrôlent les uns les autres, ce qui permet d'éviter, comme c'est hélas le cas dans les systèmes pratiquant l'alternance du pouvoir, que celui-ci soit pris en otage unilatéralement, un certain temps, par une seule tendance politique systématiquement attaquée par l'autre. Cette situation débouche sur un conflit interminable et ne permet pas une gestion harmonieuse de l'Etat, puisqu'il exclut à chaque fois la moitié des forces politiques. En Suisse, après un débat nourri, le consensus est indispensable. Et une fois ce consensus trouvé, tout le monde tire à la même corde. Cependant, le pouvoir fut fractionné de manière encore beaucoup plus importante, dans notre pays : D'abord horizontalement, entre les trois pouvoirs, comme dans toutes les autres démocraties parlementaires. Mais surtout verticalement, entre la Confédération, les cantons et les communes, ce qui généra l'organisation fédéraliste de la Suisse. Malheureusement, les votations récentes concernant la lex Weber et la loi sur l'aménagement du territoire ont mis à mal ce concept qui a si bien réussi à la Suisse par le passé et qui veut que la Confédération n'interfère pas dans les prérogatives des cantons. Cet état de fait, joint à l'organisation bicamérale de notre parlement, a jusqu'à présent permis d'éviter que le pouvoir central n'écrase la périphérie et que les villes n'imposent leurs lois aux campagnes. Or, le déséquilibre démographique grandissant entre la Suisse urbaine et la Suisse profonde ainsi qu'un Conseil des Etats fonctionnant de moins en moins comme chambre des cantons ont peu à peu érodé l'équilibre qui s'était installé entre les régions du pays. Cela met en péril la cohésion nationale, ciment indispensable de notre nation, et doit

*d'être corrigé, si nous ne voulons pas courir le risque d'une fracture du pays rappelant la Belgique. Or, l'union dans la diversité a toujours fait la force de la Suisse. Prenons pour exemple symbolique la construction d'un pont et comparons de manière un peu humoristique les comportements de différents pays face à un tel projet :*

*En Belgique, pour construire un pont, les Wallons se tiennent d'un côté de l'abîme, les Flamands de l'autre. Ça finit par donner deux ponts dont chacun est barré à peine a-t-il atteint l'autre rive. En France : le pont est construit pour l'usage exclusif d'un quelconque avatar de Louis XIV et de sa clique, qui passent une fois de droite à gauche et une fois de gauche à droite. En Italie : l'Etat construit le pont, la mafia encaisse les péages. En Espagne : le pont est construit par des travailleurs immigrés et les espagnols au chômage regardent faire. Aux USA : le pont est construit de sorte qu'il puisse servir de rampe de missiles. En Afrique : La construction du pont progresse le jour, et la nuit, les ouvriers viennent piquer les piliers pour les revendre au plus offrant. Et en Suisse ? Chez nous, on cuit des Röschtis et on en fait un pont qui franchit le Graben du même nom. Puis on le passe librement, sans accorder des passe-droits à telle ou telle langue, tel ou tel canton. Car les Suisses ont bien compris que « vivre ensemble » signifie collaborer, s'enrichir mutuellement dans la diversité, certes, mais autour de valeurs communes.*

*Cependant, le « vivre ensemble » dans un bon équilibre entre l'individu et le collectif exige autre chose encore, qui est peut-être le plus important : le respect de ce qui est unique et irremplaçable dans chaque individu et n'est à disposition de personne, ni de l'économie, ni des concitoyens, ni de l'Etat. Or qu'est-ce qui est unique, irremplaçable et indispensable chez les hommes ? Qu'est-ce qui fait qu'il n'y a pas deux êtres identiques sur cette place de fête et sur la terre toute entière ? Qu'est-ce qui fait que des milliers de milliards de rêves, d'émotions et d'idées, toutes uniques et inimitables, émergent de la planète bleue ? C'est L'ÊTRE !*

L'être, cette étincelle d'éternité qui habite le regard de chaque être humain. Voilà le trésor réel que protège la Suisse. Ce que l'on possède est soumis à l'érosion du temps et peut être perdu. L'Être pas. Certaines mauvaises langues me rétorqueront que j'idéalise la Suisse et que celle-ci protège surtout l'argent des banques ! Il n'en est rien ! Il faut que nous cessions de nous auto-flageller à ce sujet ! Je relève le défi et vais prouver aux esprits chagrins que le fameux secret bancaire est, au contraire de ce que l'on veut nous faire croire, un instrument contre la prise en otage du monde par un contrôle totalitaire. Le secret bancaire ne protège pas les banques, mais les clients, leur sphère privée, leur droit inviolable à la propriété. Or, quel est le pays, ou plutôt l'empire, qui attaque le plus violemment le secret bancaire ? Les USA ! Les garants auto-proclamés du nouvel ordre mondial ! Les plus grands blanchisseurs d'argent de la planète qui ne s'inquiètent pas de transparence en ce qui concerne les trusts du Delaware ou les banques du Nevada. Eux qui tiennent le monde en otage par le pétrodollar et leur alliance avec la maison Saoud se permettent de venir donner des leçons de morale financière à la Suisse, un pays qui a les lois contre le blanchiment d'argent parmi les plus sévères au monde ! Eux qui fomentent les pseudo-printemps arabes et autres révolutions pour s'assurer un accès facile aux matières premières s'érigent en autorité morale ! Eux qui veulent imposer l'accord Fatca à toutes les autres nations refusent de se plier aux règles du droit international ! Ils sont pour l'échange automatique d'informations, bien sûr, nos amis yankees, mais sans réciprocité ! Cerise sur le gâteau, ils se permettent, au mépris des lois, d'espionner les transactions bancaires du monde entier. Que les quelques naïfs qui croient au mythe d'une croisade morale menée par Wall Street révisent rapidement leur opinion. Il s'agit, ni plus ni moins, de chantage, de coercition et de guerre économique où le grand tente d'écraser le petit. Oui, nous avons en Suisse la distinction entre évasion fiscale et fraude fiscale. Ceci, parce que chez nous, le citoyen n'est pas imposé à la source,

mais qu'il remplit sa déclaration d'impôt sur la base d'une relation de confiance mutuelle entre lui et l'Etat. Nulle suspicion, chez nous, pas de coupables potentiels poursuivis par des actions policières, comme par exemple en France. Vouloir abroger le secret bancaire, la distinction entre évasion et fraude fiscale, c'est sonner le glas de la déclaration d'impôts et détruire la sphère privée des citoyens. À un moment de l'histoire où se met en place un système planétaire de contrôle des gens par des données biométriques, des puces électroniques et même des nanoparticules, la Suisse doit aller à contre-courant et défendre le droit de l'individu à la protection de la sphère privée. C'est ça aussi, défendre l'Être. Car il ne faut pas se leurrer : la soit disant « transparence » prônée par des pouvoirs planétaires opaques n'a pas pour but l'épanouissement des individus, mais leur normalisation. C'est le citoyen « standard » qui est visé, la création d'un être docile, utilisable et jetable à souhait par ceux qui sont en train de détruire les classes moyennes un peu partout dans le monde et surtout dans l'Union Européenne. C'est un être dépendant, fragilisé, privé de racines et d'identité que cherchent à créer ces groupes d'intérêt économique-financiers adeptes de « l'homme nouveau ». Ils veulent l'exact contraire de l'être qui ne peut se développer que dans l'intimité, l'individualité et la différence ! Ça prend du temps à se développer, l'être, ça met longtemps pour déployer ses ailes et ses effets sur le monde alentour. La Suisse, aujourd'hui, est plus nécessaire que jamais, car elle connaît un système protecteur unique de l'être individuel face au pouvoir, c'est la démocratie directe, que certaines de nos élites aimeraient abroger, tant elle fait obstacle à leur soif de pouvoir. Pourquoi cherche-t-on à couler la Suisse dans le moule mondialiste, à l'effacer, à la normaliser, à la réduire à des standards dictés par les intérêts d'une petite clique d'oligarques se croyant investis d'une mission planétaire ? Parce qu'elle résiste aux chants de sirène d'un monde prétendument meilleur dont Aldous Huxley et George Orwell ont parfaitement dessiné les contours dans leurs

œuvres. Parce qu'elle représente un idéal, un exemple de gouvernance qui pourrait donner des idées aux peuples frustrés de tout pouvoir de codécision. Parce qu'elle représente un substrat qui a vieilli dans les fûts de chêne d'une histoire pluri-centenaire. Parce qu'elle fait sens ! Or, faire sens, dans le chaos grandissant monde moderne, est une hérésie impardonnable. C'est prouver qu'il y a un ordre dans les choses, que l'histoire va dans une certaine direction, que l'élévation de l'homme et la naissance de l'homme spirituel s'inscrivent dans un plan, qu'il y a quelque part une volonté qui dépasse les humains et que la vie n'est pas seulement une addition d'années couronnées d'une lente dégénérescence par le vieillissement, mais qu'elle est un cadeau unique qui porte l'homme à se dépasser lui-même. C'est prouver que la vie de chaque homme est irremplaçable. C'est prouver que l'homme a un destin.

Or, ce que veulent les sauveurs du monde auto-proclamés, c'est l'exact contraire. C'est le contrôle ! Le contrôle total des foules plongées dans un chaos créé à dessein afin qu'on puisse mieux leur faire avaler le remède miracle cher à toutes les dictatures : l'Etat policier. Les pompiers-pyromanes de la mondialisation appellent ça le « nouvel ordre mondial ». Ce qui tend à s'installer, un peu partout, c'est un totalitarisme de la pensée, une dictature du prêt-à-penser, une généralisation des lieux communs érigés en absolu. Avec l'aide du télévisuel, les gens sont systématiquement manipulés et poussés à acheter, consommer, voter et penser de telle ou telle manière. L'abolition de l'homme est en cours et nous n'en sommes pas conscients ! L'avènement des robots est en passe de se faire par la transformation de l'homme lui-même en robot. Des vaccins contre des maladies illusoire ou créées de toute pièce sont produits et vendus à grande échelle ! Les semences, le patrimoine génétique sont soumis à un monopole féroce, prétendument pour mieux combattre la vermine. Des logiciels sont imposés pour prétendument garantir les droits d'auteur et protéger les consommateurs, mais qui permettent de contrôler la toile, dernier espace de liberté médiatique.

L'ultime remède face à ces dérives, c'est le système suisse. C'est la main levée de la Landsgemeinde. C'est la proximité. La poignée de main. Le contact les yeux dans les yeux. Le parler franc, sans crainte d'être espionné, sanctionné et brimé. Le remède, ce n'est pas la prise de pouvoir par une armée d'avocats et de politiciens achetés pour étayer le contrôle planétaire des citoyens. Le remède, ce ne sont pas les buveurs d'âmes qui prétendent combattre la dépendance et veulent transformer l'Etat en dealer. Ce ne sont pas non plus les chantres de la tolérance qui ne sont tolérants qu'envers le dogme unique de la globalisation. Oui, chers concitoyens, la Suisse est une pierre dans le jardin des globalisateurs. Malheureusement, elle est mise en péril par ceux qui, à l'intérieur même du pays, plient l'échine, se couchent, veulent faire adhérer notre pays à l'UE de manière indirecte en prônant la reprise automatique du droit européen. Or, si vous voulez faire perdurer la diversité, le droit à la différence, vous devez soutenir le modèle Suisse ! Si vous défendez la dignité humaine, vous devez vous battre pour la démocratie directe ! Si vous prônez la liberté, vous devez défendre la souveraineté de notre pays. Sa souveraineté tant politique qu'alimentaire, économique et militaire. Détruire la Suisse c'est détruire le moule de la liberté. C'est porter un coup fatal à une idée de portée universelle forgée il y a bien longtemps par le serment de trois petits paysans qui, dans un monde dominé par les royaumes et les Empires, ont fondé les bases de la seule vraie démocratie au monde : la Suisse !

Cher public, permettez-moi de terminer cette allocution par quelques vers tirés d'une de mes chansons que j'ai dédiée à la liberté. Les voici :

Ils étaient trois pour un serment Et ont transmis à leurs enfants Un tel désir de liberté Qu'il n'est jamais plus retombé.

Chers concitoyennes et concitoyens,  
Que jamais ce désir de liberté ne retombe. Qu'il se trouve toujours des citoyens courageux pour la défendre. Voilà mon désir le plus cher pour cette journée de fête nationale.



*Vive le Valais, vive la Suisse*  
**Oskar Freysinger**

▪